L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI, 21 MAI 1892.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

ON demande—Des faiseuses de corsages et de jupes. S'adresser, 15 rue Dauphine, Mmes Meinu et Sal or. 21 mai—2f

A VENDRE.

BONNE OCCASION.
Mme E. Fenn, 68 rue Royale, se retirant des affaires, offre à vendre son stock de beaux fines banquets d'église, couronnes de mariée et de communion ainsi que toutes les installations de son magasin, comptoirs, vitrines, stores, glaces, pendules, rampes, etc. Le magasin devant loué jusqu'à la fin de mois, tout sera cuerdé. 15 mai—1f 22 PF

ANNONCES JUDICIAIRES

Mélanie D. Brice, épouse d'Eugène Brice Sember, contre son mari.
No 29,683.
COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. 1re division. C'est sur les motifs contenus dans l'opinion écrite de la Cour, ce jour, exprimée et enregistrée, il est ordonné, jugé et décrété qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, Mélanie D. Brice contre son mari Eugène Brice Sembre dissolvant la communauté existant entr'eux, et contre M. Courriber, avocat des créanciers du nantit Sember, adjugeant la demanderesse en possession, avec droit exclusif d'administration, de la somme de $681.70 reçue par elle de la faillite d'Eugène Brice Sembre, son mari, et 2e de l'immeuble décrit en sa pétition, et acquis par elle de Victor Lafon, et de dame A. Bonda, épouse de Thomas Bonda, par acte de vente passé pardevant M. T. Ducros, notaire, le 20 avril 1889.
Il est, en outre, ordonné, jugé et décrété que l'intervention de H. B. Claffin & Compagnie soit mise hors de Cour, et leur demande rejetée à leurs frais; les frais restants devant être payés en pro rata, par le défendeur Eugène Brice Sembre, et E. Courriber, syndic.
Il est de plus, ordonné, jugé et décrété que la pétition de la demanderesse touchant les bijoux et l'argenterie, lui soit refusée comme en cas de faute de plaider (non suit).
Jugement rendu le 7e et signé le 11 mars 1892.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
14mai—3f—1f p sem

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Ephraim Oliver.
COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. No 34,407—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John R. Picton, syndic provisoire et ayudic des créanciers dans cette affaire, ce serait pas approuvé et homologué et les fonds distribuées conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
12 mai—1f 17 21

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du 1e District pour la paroisse d'Orléans—Je certifie par le présent, que le 23me jour de février 1892, jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-dessous intitulée, dans les paroles et chiffres en vanta, de savoir: Pauline Frank vs John U. Frank.—No 34,313—Division C.—Sur motion de E. J. Wench Esq., avocat pour la demanderesse, et sur production de preuves à l'appui de sa demande et la loi et les témoignages lui étant en faveur et contre le défendeur. Il est ordonné, adjugé et décrété que le défaut inscrit dans cette affaire le 21 décembre 1891 soit confirmé et qu'il y ait jugement en faveur de la dite demanderesse, Pauline Frank, et contre le défendeur, John U. Frank, son mari, séparation de corps et de biens et une dissolution de la communauté qui a jusqu'a ore existé entre eux, que la demanderesse Pauline Frank, ait en plus jugement contre le défendeur, John U. Frank, dans la somme de six mille dollars avec privilège sur tous les biens du défendeur, jusqu'à la réalisation finale par la de la propriété paraphernale et séparée à la demanderesse comme il est alloué par la loi aux femmes mariées, que le défendeur soit tenu de payer un jugement la reconnaissant comme la propriété de billets payables dans l'affaire John U. Frank vs Charles Schneider, No 28,773 du dossier de cette Cour, et lautre tant à l'exception d'affaire séparée de celle de son mari et en son propre nom, tous les frais à procéder devant être payés par le défendeur. Il est de plus ordonné, adjugé et décrété que l'intervention et troisième opposition de John Delbigot dans cette affaire enregistrée le 17 décembre 1891 et non poursuivie soit et elle est mise hors de Cour, sous frais.
Jugement rendu le 23 février 1892.
Jugement signé le 29 février 1892.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
En témoignage de quoi, j'ai apposé ma signature et imprimé le sceau de la dite Cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 4e jour de mars, dans l'année de notre Seigneur mil huit-cent-quatre-vingt-douze.
TH. BUISSON,
Député Greffier.
7mars—

Pilules contre-stimulantes de
RASORI.
Le célèbre remede italien
Ces pilules, dont la renommée est universelle, sont composées exclusivement de plantes médicinales, et ne contiennent ni mercure, ni aucune autre substance toxique.
Les pilules Rasori sont un remède infaillible contre tous les maux de tête ayant pour cause un excès de stimulation; elles guérissent toutes les affections de l'estomac, de foie, des intestins, etc., et sont d'une rivaire pour purifier le sang et régulariser le système. Elles combattent admirablement la constipation, la dyspepsie, les rêves bilieux, la dégénérescence, les maux de tête, la nervosité, l'insomnie, la malaria, la colique, les coliques, la névralgie, les douleurs rhumatismales, la goutte, l'hydropisie d'appétit, l'indigestion, les maladies des reins, l'irritation chronique, la mélancolie, ainsi que les maladies de la peau dans toutes leurs variétés.
A vendre dans toutes les pharmacies de première classe.
Prix : 50c. le flacon.
BOGEL DRUG CO., Limited
111 Rue Canal, Nouvelle-Orléans.
Seule agente aux Etats-Unis

Succession de Jean Canuté.
COUR CIVILE DE DI-TRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34 888—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Jean Canuté, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribuée conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
12 mai—12 17 21

Succession de d'Amelia Gierau, femme d'Henry E. Robinson.
et d'Henry E. Robinson.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 35,802—Division B—Attendu que Mme Virginia Gierau a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession des feue Amelia Gierau, femme d'Henry E. Robinson, et d'Henry E. Robinson, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou peut prétendre avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour les quelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
11mai—11 16 20 Greffier.

Succession de William Schwehm.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 35,828—Division D—Attendu que Mme Veuve Schwehm a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Schwehm, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou peut prétendre avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
15 mai—15 20 24 Greffier.

Succession de Giles M. Hillyer.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 34,219—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente acctification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Walter Scott, testateur testamentaire des heritiers mineurs et comme tel administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la cour.
E. A. LUMINAIS,
13mai—13 18 22 Greffier.

AVIS AUX OREANGIERS.

Frederick G. Maginnity vs. ses créanciers.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 34 574—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John R. Picton, syndic provisoire et ayudic des créanciers dans cette affaire, ce serait pas approuvé et homologué et les fonds distribuées conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
12 mai—12 17 21 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du 1e District pour la Paroisse d'Orléans—No 34,407—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Jean Canuté, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribuées conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
12 mai—12 17 21

Succession de Jean Canuté.
COUR CIVILE DE DI-TRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34 888—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Jean Canuté, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribuées conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
12 mai—12 17 21 Greffier.

Succession de d'Amelia Gierau, femme d'Henry E. Robinson.
et d'Henry E. Robinson.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 35,802—Division B—Attendu que Mme Virginia Gierau a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession des feue Amelia Gierau, femme d'Henry E. Robinson, et d'Henry E. Robinson, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou peut prétendre avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour les quelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
11mai—11 16 20 Greffier.

Succession de William Schwehm.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 35,828—Division D—Attendu que Mme Veuve Schwehm a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Schwehm, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou peut prétendre avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
15 mai—15 20 24 Greffier.

Succession de Giles M. Hillyer.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 34,219—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente acctification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Walter Scott, testateur testamentaire des heritiers mineurs et comme tel administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la cour.
E. A. LUMINAIS,
13mai—13 18 22 Greffier.

AVIS AUX OREANGIERS.

Frederick G. Maginnity vs. ses créanciers.
COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 34 574—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John R. Picton, syndic provisoire et ayudic des créanciers dans cette affaire, ce serait pas approuvé et homologué et les fonds distribuées conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
12 mai—12 17 21 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du 1e District pour la Paroisse d'Orléans—No 34,407—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Jean Canuté, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribuées conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
12 mai—12 17 21

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du 1e District pour la paroisse d'Orléans—Je certifie par le présent, que le 23me jour de février 1892, jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-dessous intitulée, dans les paroles et chiffres en vanta, de savoir: Pauline Frank vs John U. Frank.—No 34,313—Division C.—Sur motion de E. J. Wench Esq., avocat pour la demanderesse, et sur production de preuves à l'appui de sa demande et la loi et les témoignages lui étant en faveur et contre le défendeur. Il est ordonné, adjugé et décrété que le défaut inscrit dans cette affaire le 21 décembre 1891 soit confirmé et qu'il y ait jugement en faveur de la dite demanderesse, Pauline Frank, et contre le défendeur, John U. Frank, son mari, séparation de corps et de biens et une dissolution de la communauté qui a jusqu'a ore existé entre eux, que la demanderesse Pauline Frank, ait en plus jugement contre le défendeur, John U. Frank, dans la somme de six mille dollars avec privilège sur tous les biens du défendeur, jusqu'à la réalisation finale par la de la propriété paraphernale et séparée à la demanderesse comme il est alloué par la loi aux femmes mariées, que le défendeur soit tenu de payer un jugement la reconnaissant comme la propriété de billets payables dans l'affaire John U. Frank vs Charles Schneider, No 28,773 du dossier de cette Cour, et lautre tant à l'exception d'affaire séparée de celle de son mari et en son propre nom, tous les frais à procéder devant être payés par le défendeur. Il est de plus ordonné, adjugé et décrété que l'intervention et troisième opposition de John Delbigot dans cette affaire enregistrée le 17 décembre 1891 et non poursuivie soit et elle est mise hors de Cour, sous frais.
Jugement rendu le 23 février 1892.
Jugement signé le 29 février 1892.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
En témoignage de quoi, j'ai apposé ma signature et imprimé le sceau de la dite Cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 4e jour de mars, dans l'année de notre Seigneur mil huit-cent-quatre-vingt-douze.
TH. BUISSON,
Député Greffier.
7mars—

Pilules contre-stimulantes de
RASORI.
Le célèbre remede italien
Ces pilules, dont la renommée est universelle, sont composées exclusivement de plantes médicinales, et ne contiennent ni mercure, ni aucune autre substance toxique.
Les pilules Rasori sont un remède infaillible contre tous les maux de tête ayant pour cause un excès de stimulation; elles guérissent toutes les affections de l'estomac, de foie, des intestins, etc., et sont d'une rivaire pour purifier le sang et régulariser le système. Elles combattent admirablement la constipation, la dyspepsie, les rêves bilieux, la dégénérescence, les maux de tête, la nervosité, l'insomnie, la malaria, la colique, les coliques, la névralgie, les douleurs rhumatismales, la goutte, l'hydropisie d'appétit, l'indigestion, les maladies des reins, l'irritation chronique, la mélancolie, ainsi que les maladies de la peau dans toutes leurs variétés.
A vendre dans toutes les pharmacies de première classe.
Prix : 50c. le flacon.
BOGEL DRUG CO., Limited
111 Rue Canal, Nouvelle-Orléans.
Seule agente aux Etats-Unis

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.
POUR LE 20 MAI—CLASSE N. 219
Tirage de 4 heures P. M.

1ère	2me	3me	4me	5me	6me	7me	8me	9me	10me	11me	12me
36	87	11	44	14	6	41	80	67	19	31	—

Les tirages ci dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et jour ordinairement dans les salons de la Compagnie.
En témoignage whes apposons notre signature
Ce 20 mai 1892.—A tous les P. M.
J. A. A. ROUSSEAU.
DAN. A. WILSON.
Commissaires.
☞ Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.

L.S.L.
Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été renouvelée comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu ecrusetriellement et (Juin et Décembre) et les petits tirages à mensuellement—excepte ceux qui lieu tous les autres dix mois de l'année, et sont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, en la Nouvelle-Orléans.

Reconnuée depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit:

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat auquel nous joignons les fac-similé de nos signatures.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

NEW ORLEANS NATIONAL BANK
P. LANAUX, Prest. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Citizens Nat. Bank

Tirage Semestriel de $40.00
—A—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE
NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 14 JUIN 1892.

GROS LOT: $600,000

100,000 Numéros dans l'Urne
LISTE DES LOTS

1 Lot de	$600,000, soit	$600,0 0
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lots de	20,000,	40,000
5 Lots de	10,000,	50,000
10 Lots de	5,000,	50,000
25 Lots de	2,000,	50,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	500,	100,000
200 Lots de	400,	200,000

PRIX D'APPROXIMATION.

100 Lots de $1,000,	soit	$100,000
100 Lots de	$800,	80,000
100 Lots de	$400,	40,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $200,	soit	$199,800
999 Lots de $200,		199,800
3,144 Lots se montant à		$2,120,600

PRIX DU BILLET:
Entier, $40; Demi, $20; Quart, $10; Huitième, $5; Vingtième, 2; Quarantième, $1, [rien de moins].

Prix pour les clubs, 55 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS
AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.
ENVOYEZ L'ARGENT PAR EX-PRESS A NOS FRAIS,
PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresses à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donner l'adresse en plein et faire la signature lisible.

La Compagnie ayant passé des lots détendant l service de la malle à TOUTES les Loteries nous nous servons des Compagnies d'Express pour rendre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, sans frais additionnels.

ATTENTION.—La présente charte de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui fait partie de la Constitution de l'Etat, et qui, en vertu d'une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en vigueur JUSQU'EN 1895.

Il y a tant de systèmes inférieurs et malhonnêtes à vendre sur le marché pour lesquels les vendeurs reçoivent d'énormes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et se méfier de ces paniers qui vantent des BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE à vendre, n'ils veulent le vendre réellement

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE—ETAT DE LA LOUISIANE—PAROISSE D'ORLÉANS—VILLE DE LA NOUVELLE ORLÉANS.

QUIL soit au que le seizième jour du mois d'avril de l'an de Seigneur, mil huit-cent-quatre-vingt-douze, et le cent seizième de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.
Pardevant moi, Francois d'Assise Charbonnet, notaire, dûment commissionné et qualifié, en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, et en la présence des témoins ci-après nommés et qui ont signé.
Personnellement sont venus et ont comparu MM Louis Kleutz, George Zimmer, Joseph Dirmann, John Parr, Valentin Reiss, Philippe Reuther, Christian Zimmer, James J. Roth, Antoine Sambola et autres dont les noms sont ci après cités, tous de l'âge de majorité voulu et résidents de cette paroisse et de cet Etat, ont individuellement déclaré que, se prévalant des lois de l'Etat relatives à l'organisation des corporations, ils ont construit et se sont engagés, ainsi que les personnes qui se sont joints et associés à eux, à former et constituer une corporation et société civile en droit et en faits, et ce, aux fins et sous les conditions et articles ci-après indiqués, savoir:

ARTICLE I.

Le nom et titre de cette corporation sera: "THE CRESCENT CITY OPERA HOUSE AND COMMERCIAL COMPANY, LIMITED, de la Nouvelle-Orléans, Lne. La Prre dent, ou en son absence le Vice-Président, ainsi la première à qui toutes les citations devront être servies; et le domicile de la corporation est établi en la paroisse d'Orléans.

ARTICLE II.

Les objets et fins de cette corporation sont ici déclarés, savoir:
1. Etablir, construire, acheter ou louer, maintenir, conduire et diriger un ou des ou des théâtres de l'opéra et autres, dans l'Etat de Louisiane, pour la vente de dégames et de fruits, en gros et au détail, pour l'agrément des jardiniers, marchands et petits fermiers (truck farmers); et affermer, louer et sous louer les marchés publics de la ville de la Nouvelle Orléans.
Secondement—S'engager dans les affaires de commission pour la vente et l'achat de légumes et de fruits de tous genres; et s'occuper de telles autres affaires s'y rattachant.
Troisièmement—Vendre, conduire et faire fonctionner tous engins publiques pour la mise en fabrication des fruits et des légumes.
Quatrièmement—Acheter, vendre, affermer, louer et sous louer d'es propriétés et des terres convenables pour l'exploitation de petites fermes (truck farms).

ARTICLE III.

Le capital de cette corporation est ici fixé à cent mille dollars ($100,000) divisé en quatre mille actions de vingt-cinq dollars ($25) chacune Les dites actions seront payables en versements de 10 pour cent appelables par le Conseil de Direction le jugera convenable, pourvu que ces appels ne se feront plus fréquemment qu'une fois en trente jours. Les actions ainsi souscrites et non payées pourront être émises par le Conseil de Direction contre de l'argent payé ou des propriétés immobilières, des actions de toutes espèces, ou contre quelque de bons meubles ou immeubles transférés ou acquis ou encore pour travail accompli. La corporation pourra commencer ses opérations dès que mille actions dudit capital auront été placées.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés par un Conseil de Direction qui se composera de quinze actionnaires, lesquels constitueront un quorum. Ce Conseil sera élu à une assemblée générale des actionnaires convoquée dans ce but, par un avis publié dans un journal de la ville de la Nouvelle-Orléans, dix jours avant la dite assemblée. Il sera voté en face par bulletins et chaque action donnera droit à un vote que l'on pourra donner en personne ou par procuration. La première élection dans Directeurs aura lieu le second Lundi du mois de Janvier 1893. Chaque Conseil de Direction élira, de son sein, à sa première réunion, un Président, un Vice Président, un Secrétaire et un Trésorier.

ARTICLE V.

Les personnes suivantes composeront le premier Conseil de Direction, et leur mandat durera jusqu'au quatrième lundi de janvier 1893, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus, savoir: Louis Kleutz, Jos Dirmann, Geo. Zimmer, Valentine Reiss, Christian Zimmer, James J. Roth, Philip Reuther, Geo. Richbourg, Ernest Reuther, Joseph Frushling, M. J. Guertler, Christian Fern, John Parr, F. M. Hotard et A. Sambola, ce dernier comme Président, Joseph Frushling comme vice président John Farr comme secrétaire et F. M. Hotard comme trésorier.

ARTICLE VI.

Cette corporation aura droit de succession et existera indéfiniment pendant quatre-vingt-dix neuf ans à partir de cette date. Elle peut passer des contrats, poursuivre et être poursuivie en justice, en son nom d'incorporation. Elle a le droit d'avoir et d'employer un sceau officiel; de l'amender ou de le modifier à son gré; de détenir, recevoir, posséder et transférer, affermer et prendre à ferme, d'hypothéquer et aliéner fonds ou biens meubles, de nommer ou de désigner tels officiers, agents et employés qu'exigeront ses intérêts ou les circonstances de faire tels règlements pour l'administration de la corporation qu'elle jugera nécessaires et convenables.

ARTICLE VII.

C t acte d'incorporation peut être changé, modifié et le fonds capital peut être augmenté, à un meeting général convoqué à cet effet après dix jours d'avis dans un des journaux quotidiens de cette ville. En cas de dissolution de cette corporation, ladite liquidation sera dirigée par trois commissaires qui seront nommés par les actionnaires à une assemblée générale Le vote dans ce cas sera au scrutin et donné personnellement ou par procuration, et que tout donnait droit à un vote. L'assentiment des porteurs de trois-quarts du fonds capital sera nécessaire pour que la mesure passe.

ARTICLE VIII.

Aucun actionna re ne sera responsable pour les c ntrats ou fautes de cette corporation, pour plus que la balance non payée due sur son stock: aucune informalité dans l'organisation de la corporation n'annulera ce présent acte, et aucune acte ou d'exposer un actionnaire, quelconque à une responsabilité dépassant le montant de son stock.
Fait et signé dans la ville de la Nouvelle-Orléans, en mon bureau, en présence de MM. John H. Isley et Edward W. Hunt, témoins compétents qui ont signé avec les parties comparantes et moi, notaire, après lecture de tout le présent acte.
Original signé:

Louis K ents	80 actions
Geo. Zimmer, p. p. F. O. C.	20 actions
Joseph Dirmann	25 actions
John Parr	25 actions
Philip Reuther	25 actions
Paul Koehler	10 actions
Chris. Z mmer	10 actions
James J. Roth	10 actions
Chas. Rich	2 actions
Christian Fern	2 actions
Phil. Zimmer	2 actions
F. M. Hotard	10 actions
Anthony Sambola	10 actions
Friedrich Runge	10 actions
Florian Zimmer	2 actions
Louis Frubling	5 actions
Geo. Richbourg, p. p. J. P.	10 ns
M. J. Gurtler	10 actions

Témoins: John H. Ilsley, E. N. Hunt.
F. D. CHARBONNET,
Notaire Public.

Je, soussigné, Recorder des Hypothèques, ai et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par le présent que l'original de l'acte d'incorporation de la "Co-Operative Truck Farmers' Commerce'al Company, Limited," a été présenté pour être enregistré en mon bureau dans le livre No 444 folio 764.
Nouvelle-Orléans, 30 avril 1892.
GEO. GUIVAULT.
Recorder.

Je, notaire, soussigné, certifie par le présent que la présente est une copie authentique de l'original de l'acte d'incorporation de la "Co-Operative Truck Farmers' Commercial Company, Limited, de la Nouvelle-Orléans, Lne," et du certificat du Conservateur des Hypothèques de la paroisse d'Orléans, ci-annexé, enregistré à mon bureau.
En foi de quoi, j'ai à cet acte apposé ma signature et le cceau de mon bureau, à la Nouvelle-Orléans, Lne, ce quatrième jour de mai 1892.
F. D. CHARBONNET, Notaire.
13mai—5 f par mois et chaque dim

Etat Trimestriel
—DE LA—
Banque des Citoyens
De la Louisiane,
DEPARTEMENT DE BANQUE,
A la clôture des affaires, le 30 avril 1892.

ACTIF.

Propriétés foncières	$5,322 50
Banc et actions	39,834 62
Dettes suspendues	58,210 88
Prêts et escomptes	365,785 66
Dû par des banques et banquiers	4,862 37—$501,966 05
Prêts sur dépôts	226,385 00
Echange	43,807 69
Chèques du Clearing House, circulation et numéraire	357,806 45— 626,799 44
Total	$1,128,765 47

PASSIF

Capital actions	$300,200 00
Profits non divisés	58,794 35—$438,994 35
Dû à des banques et banquiers	1,145 97
Dû aux déposants	688,625 15
Total	$1,128,765 47

Je jure solennellement que l'état ci-dessus est exact, au mieux de ma connaissance et croyance.
A. A. LELONG, Caissier.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans. }
Juré et signé sous serment pardevant moi, ce 30me jour d'avril 1892.
EDGAR GRIMA, Notaire.

Nous, les soussignés, comité nommé pour examiner l'argent comptant dans les coffres de la banque, avons examiné et trouvé celui-ci correct—soit, Trois cent cinquante-sept mille six cent i xi 45-100 dollars.
FRANK VATTER,
ERNEST PRAGST.
PETER TORER.
1er mai—1f JOSEPH LOMBARD.

THE NEW-ORLEANS BEE

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1827, and universally known throughout Louisiana and the neighboring States. The "Bee" is now published exclusively in French, and is the acknowledged organ of the France-American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, Italian and gentlemen who wish to enhance their knowledge of th French language.

Subscription Terms:
By Mail—Payable in advance, posts prepaid.

Per annum, $12; six months, 06 three months, $3; one month, $1.

Weekly (8 double pages) published Saturday Morning.

Per annum, $3; six months, $1.50; three months, 75 cents.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.
Vente de propriété au second district
Succession de Henry St. Hyams
Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A—No 32,570.
ET
J. B. Vinet, Administrateur Public, vs la succession de H. M. Hyams.
Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 34,689.

EN VERTU D'UN ORDRE DE VENTE à moi en date du 4 mai 1892 dans l'affaire premièrement mentionnée et d'un writ de saisie et de vente dans l'affaire secondement mentionnée, les deux à moi adressés par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire en dernier lieu mentionnée, la vente à l'encan public, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 4 juin 1892, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

ARTICLE I.

Les personnes suivantes composeront le premier Conseil de Direction, et leur mandat durera jusqu'au quatrième lundi de janvier 1893, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus, savoir: Louis Kleutz, Jos Dirmann, Geo. Zimmer, Valentine Reiss, Christian Zimmer, James J. Roth, Philip Reuther, Geo. Richbourg, Ernest Reuther, Joseph Frushling, M. J. Guertler, Christian Fern, John Parr, F. M. Hotard et A. Sambola, ce dernier comme Président, Joseph Frushling comme vice président John Farr comme secrétaire et F. M. Hotard comme trésorier.

ARTICLE VI.

Cette corporation aura droit de succession et existera indéfiniment pendant quatre-vingt-dix neuf ans à partir de cette date. Elle peut passer des contrats, poursuivre et être poursuivie en justice, en son nom d'incorporation. Elle a le droit d'avoir et d'employer un sceau officiel; de l'amender ou de le modifier à son gré; de détenir, recevoir, posséder et transférer, affermer et prendre à ferme, d'hypothéquer et aliéner fonds ou biens meubles, de nommer ou de désigner tels officiers, agents et employés qu'exigeront ses intérêts ou les circonstances de faire tels règlements pour l'administration de la corporation qu'elle jugera nécessaires et convenables.

ARTICLE VII.

C t acte d'incorporation peut être changé, modifié et le fonds capital peut être augmenté, à un meeting général convoqué à cet effet après dix jours d'avis dans un des journaux quotidiens de cette ville. En cas de dissolution de cette corporation, ladite liquidation sera dirigée par trois commissaires qui seront nommés par les actionnaires à une assemblée générale Le vote dans ce cas sera au scrutin et donné personnellement ou par procuration, et que tout donnait droit à un vote. L'assentiment des porteurs de trois-quarts du fonds capital sera nécessaire pour que la mesure passe.

ARTICLE VIII.

Aucun actionna re ne sera responsable pour les c ntrats ou fautes de cette corporation, pour plus que la balance non payée due sur son stock: aucune informalité dans l'organisation de la corporation n'annulera ce présent acte, et aucune acte ou d'exposer un actionnaire, quelconque à une responsabilité dépassant le montant de son stock.
Fait et signé dans la ville de la Nouvelle-Orléans, en mon bureau, en présence de MM. John H. Isley et Edward W. Hunt, témoins compétents qui ont signé avec les parties comparantes et moi, notaire, après lecture de tout le présent acte.
Original signé:

Louis K ents	80 actions
Geo. Zimmer, p. p. F. O. C.	20 actions
Joseph Dirmann	25 actions
John Parr	25 actions
Philip Reuther	25 actions
Paul Koehler	10 actions
Chris. Z mmer	10 actions
James J. Roth	10 actions
Chas. Rich	2 actions
Christian Fern	2 actions
Phil. Zimmer	2 actions
F. M. Hotard	10 actions
Anthony Sambola	10 actions
Friedrich Runge	10 actions
Florian Zimmer	2 actions
Louis Frubling	5 actions
Geo. Richbourg, p. p. J. P.	10 ns
M. J. Gurtler	10 actions

Témoins: John H. Ilsley, E. N. Hunt.
F. D. CHARBONNET,
Notaire Public.

Je, soussigné, Recorder des Hypothèques, ai et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par le présent que l'original de l'acte d'incorporation de la "Co-Operative Truck Farmers' Commerce'al Company, Limited," a été présenté pour être enregistré en mon bureau dans le livre No 444 folio 764.
Nouvelle-Orléans, 30 avril 1892.
GEO. GUIVAULT.
Recorder.

Je, notaire, soussigné, certifie par le présent que la présente est une copie authentique de l'original de l'acte d'incorporation de la "Co-Operative Truck Farmers' Commercial Company, Limited, de la Nouvelle-Orléans, Lne," et du certificat du Conservateur des Hypothèques de la paroisse d'Orléans, ci-annexé, enregistré à mon bureau.
En foi de quoi, j'ai à cet acte apposé ma signature et le